



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
19 mars 2019

Original : français

Comité des droits des personnes handicapées Vingt et unième session

Compte rendu analytique de la 437^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 12 mars 2019, à 15 heures

Président(e) : M. Ruskus (Vice-Président)

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 35
de la Convention

Rapport initial du Niger

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.

GE.19-04249 (F) 190319 190319



* 1 9 0 4 2 4 9 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 35 de la Convention

Rapport initial du Niger (CRPD/C/NER/1 ; HRI/CORE/NER/2018 ; CRPD/C/NER/Q/1 ; CRPD/C/NER/Q/1/Add.1)

1. *Le Président du Comité, M. Basharu, étant rapporteur pour l'État partie examiné, M. Ruskus (Vice-Président) prend la présidence.*

2. *Sur l'invitation du Président, la délégation nigérienne prend place à la table du Comité.*

3. **M^{me} Aissata** (Niger) dit que son pays a fait de la promotion et de la protection des droits des personnes handicapées l'une de ses priorités. C'est pourquoi il a intégré la question du handicap dans les principaux programmes et orientations politiques nationaux et adopté des mesures législatives et réglementaires tenant compte des personnes handicapées. Le pays a accompli des progrès dans l'application des dispositions de la Convention, et ce, dans plusieurs secteurs. Ainsi, il a adopté en 2011 une politique nationale de protection sociale, qui est fondée sur les principes d'équité, de justice sociale et de solidarité et dont l'un des volets prévoit des mesures en faveur des groupes vulnérables. Au titre de ces mesures, le Gouvernement a alloué plus de 6 milliards de francs CFA au soutien de ces groupes. En outre, les programmes de réinsertion sociale des personnes handicapées ont été renforcés et un forum sur la mendicité a été organisé en 2015. Le Plan de développement économique et social vise à renforcer la résilience du système de développement économique et social, à créer des emplois et à réduire les inégalités, l'objectif étant de ne pas laisser de côté les groupes vulnérables de la population. Des textes réglementaires ont aussi été adoptés pour protéger les droits des personnes handicapées, parmi lesquels le décret portant création du Comité national pour la promotion des personnes handicapées près le Ministère de la population ; la loi n° 2018-022 déterminant les principes fondamentaux de la protection sociale, notamment à l'égard des personnes handicapées ; le projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées ; l'arrêté portant création, attributions et composition du Comité chargé de l'élaboration de la Stratégie de réinsertion sociale des personnes handicapées ; et l'arrêté portant nomination des membres du comité de réflexion sur l'harmonisation des textes nationaux qui régissent la protection sociale des personnes handicapées avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées. En outre, un séminaire gouvernemental sur le thème du handicap, des droits et du développement durable a été organisé le 30 mai 2018. À cette occasion, les dispositions de la Convention ont été rappelées aux membres du Gouvernement. Une autre manifestation sur les droits des personnes handicapées sera organisée en juillet 2019 dans le cadre du Sommet de l'Union africaine.

4. Le Niger s'est employé à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. À cet égard, il met en œuvre le Plan de développement sanitaire (2017-2021), qui prévoit des mesures visant à lutter contre les maladies invalidantes. Au 1^{er} janvier 2019, 4 000 personnes handicapées et les membres de leur famille ont ainsi bénéficié d'une prise en charge médicale gratuite. En collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'État contribue en outre à l'appareillage orthopédique des centres spécialisés des hôpitaux de Niamey et de Zinder. En outre, des aménagements raisonnables ont été apportés à des immeubles et plusieurs lois ont été adoptées pour assurer l'accessibilité des infrastructures dès la construction. Le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation prend en compte l'éducation des personnes handicapées à tous les niveaux. Dans le cadre du Programme national de réadaptation et de la Stratégie de formation des personnes handicapées, 58 classes inclusives ont été créées dans 25 écoles ordinaires, et la prise en charge des enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux figure parmi les priorités du pays. Des enseignants spécialisés et des élèves malvoyants ont été formés à l'utilisation d'outils informatiques spéciaux. Des activités de sensibilisation à l'éducation inclusive ont été menées à l'occasion de la Journée nationale des personnes handicapées. En outre, plus de 2 500 artisans présentant un handicap travaillent dans huit

branches de métier grâce au soutien apporté par le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage.

5. Dans le secteur de l'emploi, les articles 10 et 46 du Code du travail et l'article 49 du Statut général de la fonction publique renforcent l'accès des personnes handicapées à l'emploi, et la partie réglementaire du Code du travail, adoptée en 2017, tient compte des modifications ainsi apportées. En collaboration avec divers partenaires, le Niger a pris des mesures de réadaptation qui ont bénéficié à des milliers de personnes handicapées. Les pensions d'invalidité et les allocations de mobilité sont prises en charge par la Caisse nationale de sécurité sociale. En outre, le nombre de diplômés présentant un handicap qui ont directement été recrutés dans la fonction publique est passé de 200 en 2010 à 538 en 2019. Dans le secteur privé, une table ronde a été organisée pour encourager les entreprises à recruter des personnes handicapées. Dans le secteur du sport et des loisirs, une fédération nationale de sports paralympiques est chargée de valoriser le potentiel sportif des personnes handicapées. La participation inclusive des personnes handicapées aux compétitions sportives nationales est encouragée, comme en témoigne l'organisation d'une compétition de lutte pour les personnes malvoyantes et la participation de Nigériens aux Jeux paralympiques.

6. M^{me} Aissata dit que malgré tous les progrès accomplis par son pays pour faire respecter les dispositions de la Convention, il reste encore des défis à relever, en particulier dans les zones rurales. Il faudrait notamment améliorer l'accès aux services sociaux de base, poursuivre les activités de sensibilisation à la Convention, remédier à l'inaccessibilité de certains bâtiments publics et des transports en commun, tenir compte des personnes handicapées dans les situations d'urgence telles que l'évacuation d'un immeuble, étendre la prise en charge médicale gratuite des personnes handicapées et réaliser des enquêtes au niveau national afin de recueillir des données statistiques actualisées. Il faudrait en outre relever le niveau d'instruction très faible des personnes handicapées, notamment en créant davantage de centres d'éducation spécialisée, lutter contre les préjugés sociaux concernant le handicap et accroître les fonds alloués par l'État aux personnes handicapées de manière à améliorer la prise en charge de ces personnes.

7. **M. Basharu** (rapporteur pour le Niger) salue les progrès accomplis par l'État partie dans la promotion des droits de l'homme, mais se dit préoccupé par l'intégration insuffisante des personnes présentant un handicap psychosocial et intellectuel dans la société. Il conviendrait avant tout que l'État partie rende la définition du handicap figurant dans plusieurs lois et politiques générales conforme aux dispositions de la Convention. Le rapporteur se dit préoccupé par la situation des femmes handicapées, qui sont régulièrement victimes d'actes de discrimination et de violence, ainsi que par celle des enfants handicapés, qui finissent souvent dans la mendicité. Tous les enfants doivent aller à l'école, et l'on ne saurait tolérer qu'en raison de l'inaccessibilité de l'environnement d'apprentissage, en particulier dans les zones rurales, les enfants handicapés soient exclus du système éducatif. Force est malheureusement de constater que l'éducation des enfants handicapés repose principalement sur l'aide des organisations non gouvernementales (ONG), avec peu de soutien de l'État. M. Basharu souligne l'importance de la langue des signes en tant qu'instrument d'intégration des personnes malentendantes dans tous les aspects de la vie en société, et espère que le Niger avancera sur la question de la reconnaissance de la langue des signes en tant que langue officielle de l'État. Dans un autre domaine, il recommande à l'État partie d'allouer davantage de ressources financières et humaines à l'institution nationale des droits de l'homme afin qu'elle puisse s'acquitter de son mandat en toute indépendance. Le Niger devrait aussi renforcer les mécanismes de participation et de consultation des personnes handicapées et les doter de ressources financières suffisantes.

8. Le rapporteur espère qu'un dialogue franc et constructif entre le Comité et le Niger aidera les autorités à trouver des solutions aux problèmes qui font obstacle à la réalisation des droits des personnes handicapées et à leur pleine inclusion dans la vie sociale et politique du pays.

9. **M. Martin** demande comment l'État partie s'y prend pour faire participer les personnes handicapées aux activités qui les concernent, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent. Il demande également s'il est prévu d'accorder un

financement à la Fédération nigérienne des personnes handicapées et à l'Association nigérienne pour la promotion des personnes déficientes intellectuelles, de façon à leur donner les moyens de surveiller la mise en œuvre de la Convention. Il voudrait savoir si des formations sur la Convention sont dispensées au personnel de l'administration publique, des médias, du système de santé et de l'appareil judiciaire et, dans l'affirmative, si les organisations qui représentent les personnes handicapées contribuent à élaborer et à dispenser ces formations.

10. **M^{me} Gamio Rios** souhaite savoir s'il existe des plateformes qui permettent aux enfants handicapés d'exprimer librement leur opinion. Elle demande à la délégation ce qu'elle entend par « enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux ». Elle souhaite savoir si l'État partie prévoit de compléter les dispositions du Code pénal qui ne traitent que de la « discrimination raciale », la discrimination à l'égard des personnes handicapées étant oubliée. Elle souligne par ailleurs que les termes du Code pénal, notamment ceux d'« abandon d'un enfant ou d'un incapable » ne sont pas tout à fait conformes à la Convention. Elle note avec satisfaction que l'État partie réprime les auteurs d'actes de discrimination mais il devrait accorder tout autant d'importance à la sensibilisation au handicap et la lutte contre la stigmatisation dont les personnes handicapées font l'objet.

11. **M^{me} Kim** voudrait savoir si l'État partie a pris des mesures pour appliquer le principe de non-discrimination et s'il a adopté des politiques concernant les femmes et les filles handicapées en s'appuyant sur les articles pertinents du projet de loi sur l'égalité des chances. Le cas échéant, elle souhaiterait des informations sur le financement de ces politiques. Enfin, elle demande des précisions sur le plan d'action quinquennal de mise en œuvre de la politique de genre, particulièrement en ce qui concerne les femmes handicapées.

12. **M. Ishikawa** souhaiterait savoir combien de plaintes ont été acceptées par la Commission nationale des droits humains pour des actes de discrimination et des violations des droits de l'homme visant des personnes handicapées et obtenir des précisions sur la suite donnée à ces plaintes. Il souhaiterait également savoir ce que fait l'État pour protéger les femmes et les filles handicapées, en particulier celles qui présentent des handicaps intellectuels et psychosociaux, contre la discrimination et les atteintes aux droits de l'homme. Il demande des renseignements sur la protection des femmes handicapées dans le cadre du chapitre 2 du projet de loi sur l'égalité des chances, ainsi que sur la participation de ces femmes à l'élaboration des mesures qui les concernent. Il voudrait en savoir davantage sur le processus d'adoption du projet de loi. Que fait l'État partie, enfin, pour promouvoir le respect des normes d'accessibilité applicables aux nouvelles constructions, aux services de transport et aux services d'information et de communication ?

13. **M^{me} Kayess** voudrait savoir si, dans la législation nationale, les aménagements raisonnables sont définis conformément à l'article 5 de la Convention, y compris pour ce qui est de la discrimination directe et indirecte et du refus d'aménagement raisonnable, et comment l'État fait participer des acteurs non étatiques à l'action menée dans ce domaine. Elle voudrait également savoir si les différentes réserves émises par l'État partie au sujet de la Convention ont des effets sur la réalisation des droits des femmes et des filles handicapées.

14. **Le Président**, intervenant en qualité de membre du Comité, fait observer que l'État partie a défini le handicap dans une perspective médicale, plutôt que selon une conception sociale ou axée sur les droits de l'homme, et voudrait savoir ce qu'il fait pour mettre la législation en conformité avec l'article premier de la Convention. Il constate que le handicap intellectuel n'a pas été défini par l'État partie et demande quelles mesures sont prévues pour promouvoir les droits des personnes qui ont des handicaps de ce type. L'État partie ayant fourni des renseignements sur des mesures de prévention et de dépistage des handicaps, alors que la Convention vise plutôt à défendre les droits des personnes concernées, le Président invite la délégation à s'exprimer à ce sujet et à donner des informations sur l'évaluation du handicap et le statut de personne handicapée. Il voudrait enfin savoir quelles mesures sont prises pour protéger les enfants handicapés contre tous les types d'exploitation, notamment la mendicité, et favoriser leur intégration dans leurs communautés.

15. **M. Basharu** (rapporteur pour le Niger) souhaite savoir si l'État partie a adopté une stratégie pour favoriser l'accessibilité, notamment en ce qui concerne le milieu physique, les transports et les technologies de l'information et de la communication, en particulier dans les zones rurales.

16. **M^{me} Utami** demande des renseignements sur la modification de l'ordonnance concernant la protection sociale des personnes handicapées et des précisions sur la prise en compte des handicaps intellectuels et psychosociaux. Elle demande également des éclaircissements sur le chapitre 2 du projet de loi sur l'égalité des chances, en ce qui concerne les aménagements permettant aux enfants handicapés d'exprimer librement leur opinion.

La séance est suspendue à 15 h 55 ; elle est reprise à 16 h 20.

17. **M. Moussa** (Niger) dit que le Ministère de la population est chargé de répondre à l'ensemble des besoins des personnes handicapées au moyen d'un fonds national de soutien prévu à cet effet, qui lui permet notamment d'accorder chaque année des subventions aux associations représentant les personnes handicapées et à la Fédération nigérienne des personnes handicapées. Le Ministère de la population a organisé un séminaire sur les droits des personnes handicapées dans le contexte des objectifs de développement durable, qui a permis aux cadres de la fonction publique et aux membres des organisations représentant les personnes handicapées de mieux comprendre les questions du handicap, notamment en vue de garantir leur prise en considération dans les politiques et les programmes.

18. **M. Ousseïni Djibagé** (Niger) dit que les personnes handicapées ont participé, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, à tous les stades de l'élaboration du rapport initial et des réponses à la liste de points. Composée de neuf membres élus qui sont pleinement indépendants, la Commission nationale des droits humains est conforme aux Principes de Paris depuis 2017. Comme suite à une recommandation issue de l'Examen périodique universel, l'État a augmenté le budget alloué à la Commission, qui s'établit à 380 millions de francs CFA pour l'exercice 2019. La Commission a reçu un grand nombre de plaintes, mais les statistiques disponibles ne permettent pas de déterminer combien d'entre elles concernaient des personnes handicapées. Le Niger n'a pas encore adopté de loi expressément consacrée à la discrimination fondée sur le handicap mais plusieurs dispositions législatives répriment déjà tout type de discrimination, par exemple l'article 22 de la Constitution et l'article 5 du Code du travail. Aucune action n'a été engagée en justice pour des faits de discrimination fondée sur le handicap, mais le Code du travail prévoit des amendes et d'autres sanctions pour l'employeur qui ne traite pas équitablement un demandeur d'emploi ou un employé en raison d'un handicap. Le Niger a élaboré un manuel pour former les magistrats aux droits de l'homme, dans lequel il a tenu compte de tous les instruments internationaux auxquels il est partie et qui a permis de former 352 magistrats en 2018. En vertu de l'article 2 du Code de procédure civile modifié en 2015, tout Nigérien peut saisir la justice s'il s'estime victime d'une violation des droits qui lui sont reconnus par ces instruments. Pour l'heure, les tribunaux n'ont pas encore rendu de décision fondée sur la Convention, mais cela ne saurait tarder, étant donné que les magistrats sont formés et sensibilisés à cet instrument. Le Niger a émis au moins cinq réserves à la Convention au moment de sa ratification, en 1999. Le Gouvernement espère les lever à plus ou moins long terme et il a créé un comité de réflexion en 2011 dans cette perspective ; le problème consiste à déterminer comment concilier les réalités socioculturelles et religieuses du pays avec les dispositions de cet instrument.

19. **M^{me} Aïssa** (Niger) dit que le droit à la santé est garanti aux enfants handicapés. En général, les enfants bénéficient de la gratuité des soins jusqu'à l'âge de 5 ans, mais les enfants handicapés conservent ensuite le droit d'accéder gratuitement aux consultations et aux examens médicaux, ainsi qu'à l'hospitalisation ; seuls les frais liés aux ordonnances ne sont pas pris en charge. L'inscription des enfants handicapés à l'école est possible jusqu'à l'âge 12 ans, contre 8 ans dans le cas des autres enfants. À condition de disposer d'un certificat de handicap, tout bachelier a le droit de recevoir une bourse pour poursuivre ses études. Un quota de 5 % est appliqué au recrutement de personnes handicapées dans les secteurs public et privé. Dans la limite de ce quota, les personnes handicapées peuvent intégrer la fonction publique sans concours, pour autant que leur profil corresponde aux besoins de l'administration ; depuis 2007, 538 personnes ont bénéficié de cette mesure. Les

femmes handicapées jouissent de tous les droits et avantages qui sont conférés aux autres femmes. Elles peuvent occuper des postes de décision. Le Niger dispose en outre d'un fonds national de soutien aux personnes handicapées et jusqu'à 20 % des ressources de ce fonds sont allouées à la promotion d'activités rémunératrices pour les femmes handicapées qui ne sont pas allées à l'école. Le fonds permet également d'aider les femmes handicapées à faire des études. Les femmes handicapées peuvent accéder gratuitement aux soins prénataux, ainsi qu'à la césarienne et au traitement des fistules obstétricales.

20. **M^{me} Alfari** (Niger) dit que le Ministère de l'emploi, du travail et de la protection sociale est doté d'une division qui s'occupe de la lutte contre le travail et l'exploitation des enfants, y compris des enfants handicapés. Le Niger a ratifié la Convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants et la Convention n° 138 sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et au travail de l'Organisation internationale du Travail. Le Code du travail reprend les principales dispositions de ces deux instruments et prévoit en outre des sanctions et d'autres mesures visant à prévenir et à réprimer le travail des enfants. Par ailleurs, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage met en œuvre un projet financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui vise à lutter contre le travail des enfants dans l'agriculture. En outre, il a récemment organisé un atelier dont l'objectif était d'établir une liste des travaux dangereux pour les enfants qui viendrait s'ajouter à celle des pires formes de travail. Qui plus est, le Plan d'action national de lutte contre le travail des enfants, en vigueur depuis quelques années déjà, a été révisé et sa nouvelle version devrait être adoptée par le Gouvernement. Lorsqu'ils mènent des contrôles dans les entreprises, les inspecteurs du travail accordent une attention particulière à la discrimination dont les personnes handicapées peuvent faire l'objet et au respect du quota de 5 % prévu par le Code du travail. Ils s'attachent en outre à sensibiliser les employeurs au respect des dispositions de la Convention et de l'article 5 du Code.

21. **M^{me} Aissata** (Niger) précise que le Niger célèbre les journées internationales et nationales de personnes handicapées et que ces journées sont l'occasion pour les personnes handicapées, y compris les enfants, d'exprimer leurs préoccupations et de faire part de leurs besoins.

22. **M. Moussa** (Niger) dit que la définition du handicap énoncée dans l'ordonnance n° 93-012 du 3 mars 1993 n'est pas complète puisqu'elle ne tient pas compte de la dimension sociale évoquée dans la Convention. Cela étant, le projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées, qui est en cours d'adoption, reprend les termes de la définition formulée dans la Convention et mentionne par conséquent les « incapacités intellectuelles et sensorielles » et les barrières qui font obstacle à l'épanouissement des personnes handicapées.

23. **M^{me} Rahamou** (Niger) dit que le projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées énonce un certain nombre de normes d'accessibilité alignées sur les normes internationales. Celles-ci concernent notamment les infrastructures, les établissements scolaires, les routes et les moyens de transport et visent à permettre aux personnes handicapées de se déplacer et d'avoir accès aux différents services publics et privés. Le projet de loi prévoit en outre que les nouveaux bâtiments et services doivent être conformes à ces normes et que des aménagements raisonnables doivent être réalisés dans les édifices existants. L'article 38 du projet de loi institue une carte d'égalité des chances qui permettra aux personnes handicapées de bénéficier de la gratuité des transports ou d'un tarif réduit de moitié pour l'accès aux manifestations publiques à caractère éducatif ou culturel. Par ailleurs, les autorités publiques ont adopté des principes fondamentaux relatifs à l'aménagement urbain et à la construction de logements et la Stratégie nationale des transports (2016-2025) tient compte des besoins des personnes handicapées.

24. **M^{me} Hassoumi** (Niger) dit que l'ordonnance n° 93-012 déterminant les règles minima relatives à la protection sociale des personnes handicapées, modifiée et complétée par l'ordonnance n° 2010-028 du 20 mai 2010, constitue le texte législatif de référence pour la protection et la promotion des droits des personnes handicapées au Niger. Des lacunes subsistent toutefois et c'est pour cette raison que l'article 50 du projet de loi sur l'égalité des chances prévoit l'abrogation de toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi, notamment les deux ordonnances susmentionnées. Ce projet de loi entre dans le cadre de l'harmonisation des textes nationaux avec les instruments internationaux.

25. **M. Banyouna** (Niger) dit que l'Assemblée nationale nigérienne est véritablement sensible à l'amélioration des conditions de vie des personnes handicapées et que les questions relatives au handicap sont traitées par diverses instances parlementaires et par la Commission des affaires sociales et culturelles. Des campagnes de sensibilisation sont menées auprès des maires des communes urbaines et rurales et la question du handicap est toujours prise en compte au moment d'examiner les projets liés à l'éducation, à la santé et à la construction de nouveaux bâtiments. En outre, grâce au projet « Villages intelligents », les personnes handicapées qui vivent à la campagne pourront avoir accès aux technologies de l'information et de la communication.

26. **Le Président** invite les membres du Comité à poser des questions relatives aux articles 10 à 20 de la Convention.

27. **M. Martin** souhaite savoir quand et comment l'État partie compte mettre en œuvre les dispositions de l'article 12 de la Convention, y compris s'agissant de l'abrogation des lois relatives à la tutelle et de la prise de décision accompagnée. Il demande où vit la majorité des personnes présentant un handicap intellectuel et s'enquiert des éventuelles mesures prises pour que les personnes handicapées puissent choisir où et avec qui elles vivent. Il rappelle qu'il convient de prêter une attention particulière aux termes utilisés pour décrire les personnes handicapées, qui sont avant tout des personnes.

28. **M^{me} Oforiwa Fefoame** souhaite obtenir un complément d'information sur le soutien, financier ou non, accordé aux associations de personnes handicapées en 2016, 2017 et 2018. À propos de l'article 14 et du point 15 des réponses à la liste de points, la délégation est invitée à préciser si des recommandations ont été formulées en ce qui concerne la prise en compte de l'état physique ou mental des personnes handicapées en détention. M^{me} Oforiwa Fefoame souhaite savoir si l'État partie envisage de se doter d'une loi contre la torture qui serait conforme à l'article 15 de la Convention et aux normes internationales en la matière. Elle demande à l'État partie de préciser quelles juridictions sont chargées de juger les cas de torture et quelles mesures ont été prises pour lutter contre l'exploitation des femmes, des filles, des personnes ayant un handicap psychosocial ou intellectuel et des personnes handicapées en général. Elle évoque le paragraphe 180 du rapport de l'État partie selon lequel chacun est libre de choisir son lieu de résidence, sauf quelques exceptions concernant la femme mariée et demande ce qu'il adviendrait d'une femme mariée handicapée maltraitée par son mari si elle n'était pas libre de choisir sa résidence.

29. **M. Chaker** rappelle qu'il faut s'employer à mettre un terme à la mendicité des enfants, en particulier des enfants handicapés. Il demande à l'État partie d'expliquer pourquoi celui-ci n'a pas encore adopté de dispositions législatives visant à éliminer ce genre de pratiques et pourquoi il n'intensifie pas les campagnes de sensibilisation auprès de la population afin de changer la perception du handicap.

30. **M^{me} Utami** déplore l'absence de politiques et de mesures destinées à aider les personnes handicapées à gagner en mobilité personnelle et demande à la délégation de fournir des informations sur l'adoption du projet de loi sur l'égalité des chances et l'insertion des personnes handicapées et sur les mesures envisagées pour mettre en œuvre l'article 37 du projet de loi portant sur l'accessibilité des infrastructures et des transports. Elle souhaite également savoir quelles sont les mesures prévues pour garantir l'accès des personnes handicapées à des appareils et des technologies d'assistance permettant de promouvoir la mobilité tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

31. **M. Buntan** s'enquiert de l'existence d'un plan national spécial ou d'une stratégie particulière permettant de gérer la réduction des risques pour les personnes handicapées en cas de catastrophe. Par exemple, il aimerait savoir s'il existe un système d'appels d'urgence pleinement accessible aux personnes handicapées, en particulier aux personnes sourdes ou aveugles. Il note que les personnes « atteintes d'imbécillité ou de démence » ont l'interdiction d'exercer leur capacité juridique et demande si le Niger s'efforce tout de même de protéger le droit de ces personnes d'exercer cette capacité et si cette interdiction est vouée à disparaître. Il est préoccupé par le traitement réservé aux personnes handicapées qui commettent des crimes, notamment celles ayant un handicap psychosocial ou intellectuel, et il aimerait savoir si elles sont poursuivies et jugées pénalement ou placées en

établissement psychiatrique. Enfin, M. Buntan demande si le projet de loi sur l'égalité des chances prévoit des mesures et des sanctions claires en cas de non-respect et comment les autorités nigériennes contrôleront la conformité des infrastructures publiques avec les dispositions de la loi.

32. **M. Schefer** souhaite savoir quelles sont les mesures particulières visant à garantir l'accès des personnes sourdes et malentendantes aux services juridiques et judiciaires. Il demande, par exemple, si elles peuvent être assistées en justice par des interprètes professionnels en langue des signes. Il aimerait obtenir des renseignements sur les mesures mises en place pour sensibiliser les professionnels de la justice aux droits des personnes handicapées.

33. **Le Président**, intervenant en qualité de membre du Comité, souhaite savoir quelles sont les garanties et les mesures d'aide dont bénéficient les personnes ayant un handicap psychosocial afin de ne pas être privées de leur liberté de façon illégale et arbitraire. Il demande aussi quels sont les dispositifs mis en place pour faire en sorte que les personnes handicapées puissent vivre auprès des leurs, conformément aux normes internationales. Par ailleurs, il constate que, bien que les mutilations génitales féminines soient officiellement réprimées, elles persistent dans la pratique et voudrait savoir si l'État partie a pris des mesures pour protéger les femmes handicapées contre ces pratiques préjudiciables.

34. **M. Basharu** aimerait avoir des informations sur les aides et les appareils favorisant la mobilité personnelle des personnes handicapées, ainsi que sur les formations relatives à leur utilisation. Il souhaite en outre savoir si l'acquisition et l'importation de ces aides ou de ces appareils fait l'objet d'incitations fiscales ou d'allègements de droits de douane.

35. **M. Al Saif** demande des chiffres sur les cas de violation de l'intégrité de la personne et les plaintes y afférentes. Il souhaite savoir si la loi reconnaît expressément le droit à une autonomie de vie et à l'intégration dans la société et souhaite connaître le montant du budget consacré à la réalisation de ce droit, notamment à la fourniture d'une aide personnelle visant à ce que les personnes handicapées, en particulier celles vivant dans les zones rurales, aient accès, entre autres, au marché du travail, aux transports, au logement, à l'éducation, aux loisirs. Enfin, il demande s'il existe des programmes de sensibilisation à l'autonomie de vie, comme ceux mentionnées dans l'observation générale n° 5 du Comité.

36. **M^{me} Gamio Rios** demande à la délégation de présenter la législation en vigueur visant à protéger l'intégrité physique et mentale des personnes handicapées, notamment contre l'administration de tout traitement médical sans leur consentement éclairé. Par ailleurs, relevant que seuls 20 % du budget du Fonds national de soutien aux personnes handicapées a été utilisé en 2017 et 2018, elle demande des précisions sur la stratégie de rationalisation budgétaire pour s'assurer que les fonds sont effectivement employés aux fins de l'autonomie de vie des personnes handicapées et de leur inclusion dans la société. S'agissant du projet d'élaboration d'une liste de travaux dangereux pour les enfants, elle rappelle que tout type de travail des enfants est interdit. Enfin, elle aimerait savoir pourquoi les césariennes sont obligatoires pour les femmes handicapées, alors que cela est contraire à l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé en matière de césarienne.

37. **M^{me} Oforiwa Fefoame** aimerait savoir comment l'État partie entend mettre en œuvre l'article 8 de la Convention dans le cadre du projet de loi relatif à l'égalité.

La séance est levée à 17 h 55.